ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 6 mars 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité", a donné le 15 avril 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e maart 1981 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten", heeft de 15e april 1981 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Le préambule serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de population, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité, notamment les articles 1er et 7;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,".

DISPOSITIF.

Observations préliminaires.

I. Les modifications apportées aux articles 1er et 7 de l'arrêté royal du 26 janvier 1967 devraient faire l'objet d'articles distincts.

L'article 1er du projet serait, dès lors, scindé de la manière suivante :

"Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité est remplacé par la disposition suivante :

... .

.../...

Article 2.-

L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

...".

II. Les termes de "résidence habituelle" utilisés notamment à l'article 2 et à l'article 5, § ler, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité ne sont plus en concordance avec l'arrêté royal du ler avril 1960 réglant la tenue des registres de population, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1981 qui a substitué à cette expression celle de "résidence principale".

Le texte proposé ci-après tient compte de cette modification.

III. L'arrêté en projet n'apportera de solution aux difficultés rencontrées à l'occasion de significations d'exploits que lorsque le destinataire est Belge. Il appartiendra au Gouvernement, lors de l'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers de prendre à l'égard de ceux-ci des mesures analogues à celles que porte l'arrêté en projet.

Article ler en projet.

Dans la seconde phrase de l'alinéa ler, la notion de "caractère purement provisoire" est vague. D'accord avec les fonctionnaires délégués, il est proposé de fixer un délai de validité de l'attestation, délai qui pourrait être prorogé.

+

.../...

Afin d'éviter que la disposition de l'alinéa 2 ne fasse l'objet d'une interprétation a contrario restrictive qui ne correspondrait pas aux intentions du Gouvernement, il se recommande de rencontrer la difficulté que le projet tend à prévenir en insérant, après le texte actuellement en vigueur, une seconde phrase qui aurait pour objet les significations d'exploits.

Par ailleurs, la notion d'officier ministériel peut comprendre non seulement les huissiers de justice mais aussi les notaires et les avocats à la Cour de cassation. Elle ne s'étend pas, cependant, aux personnes qui, aux termes de l'article 37 du Code judiciaire, sont chargées de la signification de l'exploit quand celui-ci n'a pu être signifié ni à la personne, ni au domicile,ni à la résidence du destinataire.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, le Gouvernement entend viser les huissiers de justice et les personnes énumérées dans l'article 37 précité.

Le projet remplace, enfin, le mot "police" utilisé dans l'article ler en vigueur, par "agent de la force publique". Cette modification n'entraîne, dans l'intention du Gouvernement, aucune modification dans la portée de la disposition actuellement en vigueur. Il est, dès lors, préférable de ne pas modifier celle-ci sur ce point.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé pour l'article ler en projet :

"Article ler.-

Tout Belge âgé de plus de quinze ans doit être porteur d'une carte d'identité valant certificat d'inscription au registre de population ou, en cas de perte ou de destruction de

.../...

cette carte, d'une attestation délivrée conformément à l'article 7. Cette attestation qui, en aucun cas, ne peut tenir lieu de carte d'identité, est valable pour une durée d'un mois qui peut être prorogée par l'administration de la commune où l'intéressé a sa résidence principale.

L'un ou l'autre de ces documents doit être présenté à toute réquisition de la police ainsi qu'à l'occasion de toutes déclarations, de toutes demandes de certificats et, généralement, lorsqu'il s'agit d'établir l'identité du porteur.

L'un ou l'autre de ces documents doit aussi être présenté à l'huissier de justice chargé de la signification d'un exploit ou aux personnes chargées de la remise de la copie d'un tel exploit par application de l'article 37, alinéa ler, du Code judiciaire".

Article 7 en projet.

Dans la première phrase, après les mots "de sa résidence", le mot "principale" doit être ajouté pour les raisons exposées dans l'observation préliminaire n° II.

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat :

1. l'autorité de police ou de gendarmerie "la plus proche" doit s'entendre : la plus proche du lieu où l'on s'est aperçu de la perte ou de la destruction de la carte d'identité;

.../...

2. dans la troisième phrase, la copie de l'attestation ne doit pas être transmise à la police communale lorsque la déclaration a été faite à l'administration communale de la résidence principale de l'intéressé;

3. la carte d'identité perdue, mais retrouvée après avoir été renouvelée, doit être restituée; la carte d'identité retrouvée avant d'avoir été renouvelée doit être déclarée à l'administration communale;

4. la perte ou la destruction d'une attestation doivent être déclarées de la même manière que la perte ou la destruction de la carte d'identité.

Ces diverses précisions doivent être apportées dans le texte du projet. En conséquence, il est proposé de rédiger l'article 7 comme suit :

"Article 7.-

Tout titulaire d'une carte d'identité qui en constate la perte ou la destruction est tenu d'en faire la déclaration dans les délais les plus brefs à l'administration communale de sa résidence principale ou à l'autorité de police ou de gendarmerie la plus proche du lieu où la perte ou la destruction a été constatée. Attestation de cette déclaration est délivrée à l'intéressé et une copie de l'attestation est, le cas échéant, transmise à la police communale de la résidence principale de l'intéressé. La carte d'identité n'est renouvelée qu'après enquête sur les conditions de la perte ou de la destruction et contre la remise de l'attestation.

En cas de perte ou de destruction de l'attestation, il est procédé de la même manière qu'en cas de perte ou de destruction de la carte d'identité.

.../...

Si la carte d'identité perdue est retrouvée avant d'avoir été renouvelée, la déclaration en est faite à l'administration communale de la résidence principale.

Si elle est retrouvée après avoir été renouvelée, elle doit être restituée".

Article 2 du projet.

Selon les indications fournies au Conseil d'Etat, aucun motif ne justifie qu'il soit dérogé au droit commun pour l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

L'article 2 doit, dès lors, être omis.

AANHEF.

De aanhef kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 2 juni 1856 op de algemene volkstellingen en de bevolkingsregisters, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten, inzonderheid op de artikelen 1 en 7;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,".

ARTIKELEN.

Voorafgaande opmerkingen.

I. De wijzigingen aan de artikelen 1 en 7 van het koninklijk besluit van 26 januari 1967 zouden in afzonderlijke artikelen moeten komen.

Artikel 1 van het ontwerp zou dan als volgt worden gesplitst :

"Artikel 1.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten wordt door de volgende bepaling vervangen :

... .

.../...

Artikel 2.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

...".

II. De woorden "gewone verblijfplaats" en "gewoon verblijf" die onderscheidenlijk onder meer gebruikt zijn in artikel 2 en in artikel 5, § 1, 2° en 3°, van het koninklijk besluit van 16 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten, zijn niet meer in overeenstemming met het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters, zoals het gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 18 maart 1981, dat in artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 1 april 1960 de woorden "gewoon verblijf" vervangen heeft door "hoofdverblijf".

In de hierna voorgestelde tekst is met die wijziging rekening gehouden.

III. De moeilijkheden bij het betekenen van exploten zullen door het ontwerp-besluit alleen opgelost zijn als het exploot aan een Belg geadresseerd is. De Regering zal bij de uitvoering van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ten opzichte van die vreemdelingen soortgelijke maatregelen dienen te nemen als in het ontwerp-besluit zijn vastgesteld.

Ontworpen artikel 1.

De tweede volzin van het eerste lid werkt met het vage begrip "louter voorlopig karakter". In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld een - voor verlenging vatbare - termijn te bepalen voor de geldigheid van de attestatie.

Opdat aan de bepaling van het tweede lid geen restrictieve uitlegging a contrario wordt gegeven, die niet aan de bedoeling van de Regering zou beantwoorden, verdient het aanbeveling de moeilijkheid welke het ontwerp wil voorkomen te ondervangen door, na de thans geldende tekst, een tweede volzin in te voegen die betrekking zou hebben op de betekeningen van exploten.

Anderzijds kan het begrip ministerieel ambtenaar behalve de gerechtsdeuwaarders ook de notarissen en de advocaten bij het Hof van Cassatie omvatten. Het slaat echter niet op degenen die, luidens artikel 37 van het Gerechtelijk Wetboek, met de betekening van het exploot belast zijn wanneer dit niet kon worden betekend aan de persoon, noch aan de woonplaats, noch aan de verblijfplaats van de geadresseerde.

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering de gerechtsdeurwaarders en de in het genoemde artikel 37 vermelde personen.

Ten slotte vervangt het ontwerp het woord "politie" dat in het thans geldende artikel 1 is gebruikt, door "agent van de openbare macht". Volgens de Regering brengt deze wijziging geen verandering teweeg in de strekking van de thans geldende bepaling. Het is derhalve verkieslijk deze, wat dit punt betreft, ongewijzigd te laten.

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, wordt voor het ontworpen artikel 1 de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 1.-

Iedere Belg die meer dan vijftien jaar oud is, moet houder zijn van een identiteitskaart, die geldt als bewijs van inschrijving in het bevolkingsregister, of, in geval van verlies of vernieling van die kaart, van een overeenkomstig artikel 7 afgegeven attestatie. Die attestatie, welke in geen geval als identiteitskaart kan gelden, is geldig gedurende een maand en de geldigheidsduur kan worden verlengd door het bestuur van de gemeente waar de betrokkene zijn hoofdverblijf heeft.

Het ene of het andere document moet worden overgelegd bij elke vordering van de politie en bij elke aangifte, bij elke aanvraag van getuigschriften en, in 't algemeen, telkens als de houder het bewijs van zijn identiteit dient te leveren.

Het ene of het andere document moet ook worden overgelegd aan de gerechtsdeurwaarder die belast is met de betekening van een exploot of aan de personen die overeenkomstig artikel 37, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, belast zijn met de afgifte van het afschrift van een zodanig exploot".

.../...

Ontworpen artikel 7.

In de eerste volzin moet het woord "verblijfplaats" worden vervangen door "hoofdverblijf" om de redenen die zijn opgegeven in de voorafgaande opmerking nr II.

Naar aan de Raad van State is verklaard :

1. moet onder "de naastbijzijnde politie- of rijkswachtoverheid" worden verstaan die welke het dichtst is bij de plaats waar men het verlies of de vernieling van de identiteitskaart heeft vastgesteld;

2. moet het in de derde volzin bedoelde afschrift niet aan de gemeentepolitie worden gezonden wanneer de aangifte gedaan is bij het gemeentebestuur van het hoofdverblijf van de betrokkene;

3. moet de identiteitskaart die verloren was, maar teruggevonden is nadat ze werd vernieuwd, worden ingeleverd, en moet van de identiteitskaart die wordt teruggevonden alvorens ze werd vernieuwd aangifte worden gedaan bij het gemeentebestuur;

4. moet van het verlies of de vernieling van een attestatie aangifte worden gedaan op dezelfde wijze als van het verlies of de vernieling van de identiteitskaart.

Deze diverse verduidelijkingen moeten in de tekst van het ontwerp komen. Bijgevolg wordt voorgesteld artikel 7 als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 7.-

Ieder houder van een identiteitskaart die het verlies of de vernieling ervan vaststelt, is verplicht onverwijld aangifte daarvan te doen bij het gemeentebestuur van zijn hoofdverblijf of bij de politie- of rijkswachtoverheid het dichtst bij de plaats waar het verlies of de vernieling is vastgesteld. Een attestatie van die aangifte wordt de betrokkene ter hand gesteld en een afschrift van de attestatie wordt, in voorkomend geval, gezonden aan de gemeentepolitie van het hoofdverblijf van de betrokkene. De identiteitskaart wordt slechts vernieuwd na een onderzoek naar de omstandigheden waarin de kaart verloren of vernield is en tegen inlevering van de attestatie.

Bij verlies of vernieling van de attestatie wordt gehandeld op dezelfde wijze als bij verlies of vernieling van de identiteitskaart.

Wordt de verloren identiteitskaart teruggevonden alvorens ze werd vernieuwd, dan wordt aangifte daarvan gedaan bij het gemeentebestuur van het hoofdverblijf.

Wordt ze teruggevonden nadat ze werd vernieuwd, dan moet ze worden ingeleverd".

Artikel 2 van het ontwerp.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte gegevens is er geen enkele reden om van het gemeen recht af te wijken wat de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit betreft.

Artikel 2 moet derhalve vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.